

(Suite de la page 7)

2- La présence trop formelle de l'Etat : l'Etat est un mythe, souvent confondu avec le chef ou le gouvernement. Ce qui correspond aux jeux d'un régime autocratique. L'Etat, paradoxalement démuné de ses prérogatives essentielles et de certaines de ses règles de fonctionnement, va graduellement abandonner de nombreuses fonctions à un discours oral, manichéen, mais peu clair. Ce qui provoque de multiples malentendus et permet une sorte de confusion trop pernicieuse entre Etat et pouvoir d'Etat.

Cet amalgame réduit l'Etat à une simple fonction de police répressive comme si les appareils idéologiques le constituant étaient tout simplement exclus de sa composante.

L'Etat privatisé, c'est-à-dire doté d'un pouvoir ne tirant pas

d'ordre subjectif expliqueraient cette volte-face. Les assemblées «élues» (Sénat, APN, APW et APC) ont une existence virtuelle, consommant énormément d'argent. Nées pour donner l'illusion d'une responsabilité collective et fonctionnant pratiquement comme des espaces d'illustration du pouvoir en place, les «assemblées élues» ne sont pas encore intériorisées dans l'imaginaire populaire qui limite la responsabilité au président et au wali assimilés à des cheikhs de zaouias. D'ailleurs, trop peu d'Algériens connaissent la fonction et les prérogatives réelles de telles chambres investies d'espaces illusoire de gouvernement ou de délibérations et se limitant à une répétition du discours officiel, s'éloignant sérieusement des jeux de la représentativité populaire.

représentant les différentes facettes de la société, en dehors de ces postures traditionnelles comme le beniouisme, le clientélisme et l'allégeance, est nécessaire. Seule la compétence devrait primer. Il n'existe pas de structures-tampon, intermédiaires entre les hauts-lieux du gouvernement et la société.

L'Etat est à redéfinir. Il est urgent de dissoudre toutes les assemblées et revoir complètement les différentes modalités d'élection. Ainsi, seule une assemblée constituante est à même de résoudre la question de la légitimité et de l'efficacité de ces conseils enfin librement élus. La légalité ne suffit plus. L'Etat est appelé à porter des oripeaux civils, l'armée pouvant jouer le rôle d'arbitre neutre, de modérateur, tout en entamant une véritable professionnalisation et une modernisation de son organisation. Comme d'ailleurs les différents services de sécurité qui se limiteraient à leur rôle consistant en la sécurité du territoire, loin de ces enquêtes d'habilitation qui devraient revenir à une gestion ordinaire (extraits du casier judiciaire).

Le fait de vouloir contrôler toute la société est contre-productif. Il est peut-être temps que certains universitaires comprennent aussi qu'il n'est pas de notre ressort de demander la nomination ou le dégomme de telle ou telle personne dans quelque structure de sécurité ou de l'armée ou ailleurs. Notre fonction devrait, certes, être critique, mais cela ne nous donne pas le droit de désigner des noms pour tel ou tel poste.

Un pays fort devrait aussi posséder une armée et des services de contre-espionnage puissants dont l'objectif et la vocation résident dans la défense du territoire. L'Algérie n'a pas connu des élections normales depuis la nuit coloniale. C'est une succession de fraudes mettant entre parenthèses la notion de citoyenneté, exclue des traverées de l'activité sociale et politique.

3- La prééminence du président et de l'armée : jamais, depuis l'indépendance, l'Algérie (comme d'ailleurs tous les pays arabes) n'a connu un président élu dans les règles. Ce qui pose sérieusement problème. Ici et dans les autres territoires arabes, le président qui se comporte en monarque n'a de compte à rendre à personne. Le président, c'est l'Etat. Tout le monde sait que le modèle Franco reste régnant dans les milieux dirigeants et notamment au sein de l'ex-EMG. Le président se trouve à la fois espace d'allégeance «traditionnelle» et lieu de pratiques «modernes». Le cheikh et le président se mettent en concurrence. Le cheikh arrive à se substituer au président. Le président ou le cheikh est l'homme autour duquel s'articule toute la réalité du pouvoir. En attendant souvent les «élections» présidentielles, tout est bloqué, tout est en attente jusqu'à l'arrivée de cet «homme providentiel» qui a pour fonction de régler tous les problèmes de la société. Une fois en place, les allégeances

déclarées et proclamées n'arrêtent pas de se multiplier. Le président, lui-même, découvrant des groupes de pression constitués de militaires et de civils influents dans et en dehors de la sphère apparente du pouvoir, crée lui-même son propre «réseau» constitué de la famille et des proches. Boutros Boutros Ghali expliquait que les choses changeraient si les gens au pouvoir s'abstenaient de placer leurs frères, leurs cousins et leurs proches à tous les hauts postes de responsabilité. C'est cette république des cousins et des nouveaux alliés qui désarticule l'Etat. Le fait qu'un responsable de «parti» en exercice, par exemple, voit des membres de sa famille pris en charge sur le plan médical en France, aux frais de l'Etat, ne pose-t-il pas problème ? Ce qui pourrait l'inciter à changer de discours.

Le pouvoir dans les régimes présidentiels autocratiques s'exerce dans l'anonymat marqué par l'empreinte de l'entourage du président que ne connaissent que les hommes du gouvernement et les proches du sérail.

Ces hommes n'ont aucune légitimité, mais ce sont souvent eux qui détiennent les véritables leviers de la décision à tel point qu'on se pose parfois des questions sur la place et les fonctions du gouvernement. Ils détiennent le pouvoir du seul lien avec le Président qui n'arrête pas de s'emparer de dossiers du gouvernement pour les soumettre à une de ses équipes pour les traiter comme d'ailleurs les fameuses commissions sur la réforme de la justice et de l'école, la nomination des recteurs, des magistrats, des walis,

depuis la nuit coloniale. C'est pour cette raison justement qu'il faudrait revoir profondément l'appareil législatif tout en prenant la décision, une fois pour toutes, de rendre les sigles FLN et UGTA à l'histoire, patrimoine commun. Cette confiscation des symboles de la glorieuse lutte de libération par les nouveaux dirigeants de l'Algérie après 1962 est un déni de l'histoire, les premiers dirigeants du FLN historique avaient promis la restitution de tous les sigles, une fois l'indépendance acquise, le FLN devenant un espace commun que personne ne devrait reprendre à son profit.

Le mouvement associatif reste trop marqué par sa dépendance. Le parti fonctionne comme une petite tribu, le chef ne change jamais, il est indéboulonnable, les exemples de Louisa Hanoune, Saïd Sadi, Touati et d'Aït Ahmed sont patents. Leur audience semble limitée : la dernière marche du 12 février aurait perdu en force et en nombre, selon de nombreux échos, à cause de la présence trop envahissante de Saïd Sadi et du RCD (siégeant encore à l'APN !!!) qui auraient pu soutenir cette initiative sans trop chercher à se l'accaparer.

5 - Les jeux médiatiques, la pensée unique et l'exclusion de la société : jamais l'Algérie n'a connu une véritable liberté de presse et d'expression. Parce que parler ne veut rien dire.

Quand le dire n'est pas pris en considération, il côtoie le vide. C'est vrai que les journaux privés, dont les contours restent encore à définir, critiquent différents pouvoirs tout en restant paradoxalement prisonniers de l'institutionnel et de la fascina-

L'indépendance est à recouvrer réellement en impliquant tous les Algériens, de tous les bords. L'épouvantail islamiste ne fait plus recette. C'est le sens de ce message. Toute exclusion est contre-productive. L'Algérie devrait appartenir à tous les Algériens.

des ambassadeurs...

Le président est le centre du pouvoir. Le cousin, le frère ou le fils sont les lieux centraux de la «république monarchique». Cette pratique n'est pas nouvelle, elle traverse toute la société depuis l'indépendance. Les nominations à des postes de responsabilité obéissent toujours à des considérations claniques, familiales et clientélistes à tel point que le pays se retrouve régenté pour reprendre Bouteflika par dix personnes et Ben Bella qui parle de trente Borgeaud.

4 - Les partis politiques, le syndicat et les associations à caractère social et culturel : nés ou légalisés durant une période particulière, après les événements d'Octobre 1988 où les uns et les autres, dans les cercles de gouvernement faisaient et défaisaient les textes en fonction de leurs calculs, ces instances partisans sont souvent réduites à de simples appareils, à tel point qu'on se pose des questions sur les conditions présidant à leur naissance dans un pays où il n'y a jamais eu d'élections libres

tion des cercles des différents pouvoirs. Certaines expériences au temps des dictatures de Ben Bella, de Boumediène ou de Chadli étaient paradoxalement beaucoup plus ouvertes, sauf que depuis l'indépendance, mépris ou fausse condescendance, aucun dirigeant suprême de ce pays n'a accordé d'interview à un journaliste algérien. Selon les dirigeants algériens qui voudraient tout régenter, les médias lourds ne devraient pas fonctionner de manière autonome, le «peuple» ne serait pas mûr, seuls les chefs ont le droit de décider du niveau de maturité de leurs populations. Profond fossé entre dirigeants et société profonde condamnée à une complète aphonie.

Les journaux de la presse gouvernementale sont les plus pauvres du pays, à tirage trop réduit, mais bénéficiant paradoxalement de plusieurs pages de publicité, offertes par les autorités à contre-courant de la logique économique.

On joue encore avec l'argent public pour des festivités trop peu bénéfiques, mais qui pourraient rapporter gros à certains. Au moment où les espaces culturels sont en déficit chronique, le ministère de la Culture se permet de fêter l'absence avec l'argent public, généreusement dépensé pour des actions trop peu rentables sur le plan culturel.

son autorité de fondements juridiques mais se confondant avec les qualités et les traits particuliers du chef, investit le paysage et engendre une forte et préjudiciable distance avec les populations méfiantes et percevant l'autorité comme un espace trop peu crédible. D'où l'usage de termes comme *el-beylik* ou *el-houkouma* trop marqués sémantiquement et idéologiquement, provoquant une certaine distance.

Ainsi, la Constitution, même s'il existe un conseil constitutionnel chargé théoriquement de veiller à son application, ne pourrait pas, compte tenu des relations trop marquées par l'oralité et les démarches personnelles, être opératoire ni pertinente. Ce qui rend les relations institutionnelles peu claires et trop ambiguës. Les prérogatives confuses des uns et des autres où plusieurs cercles se chevauchent et s'entrechoquent ne permettent pas une sérieuse administration de la chose publique. La profonde césure entre les détenteurs du pouvoir et la société avec ses élites parallèles, non reconnues ou marginalisées, est réelle d'autant plus que les partis politiques, encore fonctionnant à leur tour comme de véritables tribus, ne semblent pas représentatifs de la scène sociale, fonctionnant toujours comme des entités syncrétiques donnant à voir un Etat trop mouvant et complexe dépouillé de légitimité, donc voué à être l'instrument d'une fragile légalité.

Jamais jusqu'à présent, ni l'APN ni le gouvernement ou le parti unique FLN d'avant 1988 ou les autres partis-appareils de la «coalition» (RND et Hamas ou le PT qui est un espace de cette mouvance) n'ont fonctionné comme des lieux réels de pouvoir ou de décision.

Le PT, ancien groupe trotskyste, se positionne ouvertement comme une entité du pouvoir en place. Certaines raisons

Les urnes fonctionnent comme illusion du réel et espace de dénégaration des marques de souveraineté du «peuple» ainsi brimé de sa citoyenneté, engendrant une profonde césure. Les gens ne connaissent de cette assemblée ni députés, ni sénateurs, ni présidents d'APW mais ressassent tout simplement cette question des salaires qui a tant décrédibilisé une Assemblée populaire nationale et un Sénat dont ils ignorent la fonction réelle sauf qu'il sert parfois à caser certains anciens responsables et qu'il reproduit un schéma existant dans quelques pays «occidentaux», notamment la France.

Le Sénat qui donne la possibilité au président de désigner le tiers de ses membres était perçu, à l'origine, comme un espace de censure et de police pouvant bloquer un groupe majoritaire dans l'assemblée s'il est considéré comme politiquement peu correct.

Même les ministres restent encore hors des sentiers de l'efficacité. Ils sont vus comme des représentants d'entités symboliques peu réelles. D'ailleurs, le fonctionnement des différents gouvernements confirme justement cette impression donnant à voir la structure gouvernementale comme une entité abstraite au même titre que l'Etat transformé en un lieu mythique à tel point que ce sont les espaces informels qui prennent sérieusement le dessus sur les structures formelles ou légales.

Il faudrait savoir que le gouvernement se réunit de manière très irrégulière en Conseil des ministres, ce qui montre le peu d'intérêt, de sérieux et de poids accordé à cette instance.

La dissolution du gouvernement actuel dont l'utilité reste à démontrer et son remplacement urgent par un conseil d'union ou de salut national avec des ministres se recrutant dans les espaces extérieurs, autonomes,